



Edito

LA PROVIDENCE ??? NON. LE CAPITALISME...

Nous avons connu dans la dernière période un phénomène social d'une extrême violence, qui dépasse même l'entendement. Le capital a réussi à imposer un individu qu'il a créé de toutes pièces, tout en le faisant passer pour un homme tout neuf, vierge et immaculé. Et cela a marché.

Un homme providentiel, le messie, celui qui va "redresser le pays", comme s'il penchait, celui qui va nous faire vivre mieux, celui qui va "sauver l'Europe et le monde", rien que ça, bref un super héros. D'ailleurs au soir de son élection, nous avons pu voir, tant dans son allure que dans son discours, qu'il avait déjà mis sa combinaison et qu'il était prêt pour sa mission divine.

Sa mission on la connaît : combattre sans relâche, avec sa camarade allemande, ses acolytes italien, espagnol, portugais et grec, les garanties collectives des travailleurs en France et anéantir ce qui reste des droits dans les autres pays. Il faut ouvrir les peuples à l'Europe et au monde. En clair, il faut détruire tout ce qui entrave la libre circulation des biens et des capitaux, il faut plus de mondialisation, plus d'UE, comme si nous n'en n'avions pas assez.

Nous avons, dans notre système social, un tas de mesures qui sont incompatibles avec l'euro-péisme et le Macronisme (terme qui mêle à la fois le Macron et le capitalisme) : Sécurité Sociale, Code du travail, statut des fonctionnaires, système de santé, d'éducation "nationale", commune et département, subventions publiques, réseau associatif, conventions collectives, etc.. La liste est bien plus longue. Tout ça pour dire que notre système social se tient dans une position de quasi monopole comme la Sécurité Sociale, les fonctionnaires ou encore les conventions collectives et l'éducation.

Une deuxième chose qui concerne la démocratie et les décisions politiques des populations : les communes, outre le fait qu'il faille en détruire le caractère historique révolutionnaire, restent, comme les départements, des institutions, où démocratie et souveraineté sont au plus près des salariés et de leurs familles. De ce fait, ils ont encore la main sur la vie de la cité, enfin de ce qui reste des prérogatives communales et départementales.

Eloigner les lieux de décisions, comme dans les entreprises avec

Suite "Edito" page suivante....

Sommaire :

Editorial :

La providence ??? Non. Le capitalisme...	P. 1
Prise de parole 1er Mai	P. 2 & 4
Rapport ouverture Congrès CH J. Cœur	P. 5 & 6
Finances UD	P. 6
Colonie de Péronne	P. 7
Pub MACIF	P. 8



AGENDA

SOUSCRIPTION UD

Rappel : Tirage le 12 Juin 2017

**Rapporter les talons et le règlement
le plus rapidement à l'UD**

-0-0-0-

... Suite "Edito"

les CCE ou autres comités de groupe, revient à subir plutôt que choisir. Subir les choix de quelques-uns pour leurs propres intérêts au lieu de créer les conditions du rapport de forces pour l'intérêt général. C'est la même chose avec la professionnalisation du syndicalisme et la création de négociateur cogérant, déconnecté des intérêts de classe des travailleurs, comme le propose la CFDT. C'est le projet du Macronisme.

Ordonnance pour détruire le Code du travail ! Quel intérêt si ce n'est de mater la classe ouvrière, de l'asservir totalement, de la faire collaborer de force avec l'exploiteur, contre ses intérêts ? Sous couvert de recomposition politique et d'ouverture non partisane, cet homme compte bien refonder en profondeur notre modèle social, dans le but d'en faire un outil pour l'économie de marché.

La preuve en est par le choix des ministres et secrétaires d'état. Les proches du patronat sont aux postes-clés et ils et elles ont intérêt à ce que le projet régressif de classe fasse son chemin. Nous pouvons craindre les projets dévastateurs pour nous portant sur l'UE, la santé, le travail ou encore l'éducation, avec l'ancien patron d'une école privée de management. Les changements de nom pour le ministère de la défense, pour le ministère des affaires étrangères, des finances, de la santé, des droits aux femmes et de la famille, de l'agriculture ne sont pas qu'une modification sémantique. Derrière chaque modification il y a une transformation idéologique.

Voilà, mes camarades, un premier papier qui en appellera d'autres. Les saloperies qui nous sont promises vont immanquablement nous tomber dessus. Nous devons dès maintenant nous préparer à combattre ce gouvernement sans oublier le patronat, et tous ceux qui les accompagneront. Nous devons continuer d'expliquer ce qu'est le Macronisme et en même temps convaincre sur nos revendications. Nous devons, bien évidemment, nous battre contre ce projet mais surtout nous battre pour un autre projet de société.

Nous sommes les progressistes, pas Macron.

Sébastien Martineau - Secrétaire Général

PRISE DE PAROLE DE L'UNION DEPARTEMENTALE CGT DU CHER 1^{ER} MAI 2017

Chers(es) Amis(es), Chers(es) Camarades,

Depuis le 20 juillet 1889, le 1er mai est une grande journée de luttes ouvrières et de solidarité internationale. Depuis plus d'un siècle, des multitudes d'hommes et de femmes, de toutes générations, unis de par le monde, ont fait de cette date une journée de lutte et de rassemblement pour leur dignité, pour travailler autrement et vivre mieux, pour les libertés et la paix.

En France, depuis que la CGT existe, elle a toujours été partie prenante de tous les 1^{ers} mai. Elle a contribué à faire exprimer l'attachement et l'engagement des forces vives du pays à l'indépendance et à la souveraineté populaire de la nation, à la paix, à partir de ses valeurs anti-impérialistes, antiracistes, antifascistes et pour la coopération entre les peuples.

Dans la période que nous traversons, les salariés ont intérêt à ce que le 1^{er} mai reste, conformément à son origine et à son histoire, une grande journée internationale de lutte pour affirmer la communauté de leurs intérêts de classe, leurs aspirations progressistes et pacifistes.

En effet, avec un candidat ultra libéral et une candidate d'extrême droite au second tour, les résultats des élections présidentielles sont lourds de danger pour la démocratie, la cohésion sociale et le monde du travail.

Le résultat de ces élections traduit un rejet des partis traditionnels de la droite et du PS qui se sont succédé au gouvernement, et qui ont, par alternance, mené la même politique de régression sociale au service exclusif du patronat et du capital, qui ont aggravé le chômage de masse et la précarité, la casse de l'industrie et des services publics, la remise en cause de la Sécurité Sociale initialement conçue.

Le résultat de ces élections est la conséquence des politiques sociales et économiques menées par ces partis qui portent la lourde responsabilité de la situation d'aujourd'hui, au même titre que l'ensemble du patronat, poussant toujours plus loin le recul social, avec la complicité des organisations syndicales d'accompagnement. Avec la CFDT, comme tête de file du syndicalisme de compromission qui a promotionné toutes les lois régressives, Macron, Rebsamen et dernièrement El Khomri, et dont le secrétaire confédéral, Laurent Berger, a même rencontré à plusieurs reprises le candidat Macron pour se mettre d'accord sur la manière de faire avaler aux salariés la pilule des futures lois régressives pour les populations.

C'est le rejet de la marche forcée vers l'intégration européenne poussée par certains, imposée par d'autres, du traité de Maastricht jusqu'au traité de Lisbonne, de cette Union Economique Monétaire,

dont les injonctions de la Commission de Bruxelles imposent austérité, destruction de notre modèle social, mise en cause de notre souveraineté populaire, de notre capacité à décider par et pour nous-mêmes, que traduit le scrutin de dimanche dernier.

Les mensonges permanents, le populisme électoral de la candidate du FN, notamment sur son volet pseudo social, ont trouvé écho chez une partie de la jeunesse, des salariés et des retraités qui manquent de tout ou presque suite aux ravages des politiques d'austérité, qui survivent dans des zones rurales où il n'y a plus ni commerces, ni services publics, dans les zones où la casse industrielle et le recul des services publics ont fait le plus de dégâts.

Sans minimiser les effets de l'instrumentalisation des peurs, du terrorisme, des amalgames éhontés utilisés par le FN durant cette campagne, les discours racistes, xénophobes, sexistes, homophobes, ou sur la préférence nationale, c'est bien sur le ras-le-bol de la situation, sur fond de misère généralisée, que s'est construite pour la 2^{ème} fois sous la V^{ème} République, l'accession de l'extrême droite au 2^{ème} tour de l'élection présidentielle.

Car le Front National n'est pas né d'hier. Ceux qui aujourd'hui font pleuvoir de tous les côtés les soutiens à Macron, avec un autisme sans nom sur leurs responsabilités induites par leur politique conduite depuis plus de 30 ans, ont aussi oublié qu'ils en ont fait, tour à tour, une étrange promotion à des fins politiciennes peu avouables, aujourd'hui dépassées par le délaissement de la satisfaction des besoins du monde du travail, au profit du patronat et de la finance, ainsi que par les magouilles, les affaires de corruption ou d'enrichissement personnel.

Cette volonté de changement, qui s'est exprimée diversement dans les urnes, va rencontrer une terrible déception avec Marine LE PEN.

La soi-disant candidate du peuple, fille de multimillionnaire élevée dans le luxe, va en réalité poursuivre la politique au service exclusif du patronat, amplifiée par des mesures anti immigration sévères, contre les chômeurs, contre les fonctionnaires, en cultivant la haine et les divisions entre les populations, entre les territoires, en mettant à mort notre modèle sociétal et notre cohésion sociale.

A l'inverse de ses mensonges permanents et de son électoralisme d'opportunité, elle ne reviendra pas sur la loi travail, elle n'abrogera pas la loi Touraine, ne reviendra pas sur les réformes catastrophiques de l'école, pas plus que sur la réforme territoriale et la loi NOTRe. Ce seront les mêmes exonérations fiscales et sociales aux entreprises, les mêmes aides

économiques, les mêmes avantages pour les uns et la même austérité pour les autres.

Le candidat prétendu ni de droite ni de gauche, le pseudo providentiel Macron, qui est en réalité un pur produit, fabriqué sur mesure par le tandem Hollande-Gattaz, pour renforcer la domination du capital, propulsera le FN au pouvoir dans 5 ans s'il arrive à mettre en œuvre son programme sans encombre.

Le programme du riche employé de la banque Rotschild, c'est la mort de notre Sécurité Sociale financée par les cotisations, par le travail. C'est la mise en place du système de retraite par points, comme en Suède, où le 1^{er} ministre Fredrick Reinfeldt, déclarait dès février 2012, que les Suédois devraient travailler jusqu'à 75 ans s'ils voulaient pouvoir bénéficier du même niveau de retraite qu'en 2011.

C'est la privatisation et la marchandisation de l'ensemble des missions de service public, la réduction drastique du nombre de fonctionnaires et la liquidation du statut de la Fonction Publique.

Il a déjà annoncé que le Code du Travail sera revu en profondeur, comme la Sécurité Sociale, avant l'été, par ordonnances, ainsi que l'utilisation du 49.3 pour imposer la suite de ses réformes.

C'est encore plus de mondialisation, plus d'intégration européenne et plus d'intégration dans l'OTAN pour aller faire la guerre aux quatre coins du monde, au service de l'impérialisme américain et des grandes multinationales, dans une période, où plus que jamais, les tensions internationales font de notre planète une véritable poudrière.

A l'occasion de cette journée internationale de luttes pour le progrès social, pour la paix et le désarmement, nous ne pouvons que réaffirmer tout notre soutien aux peuples qui souffrent de la guerre, et nos exigences de règlement pacifique et politique des conflits, comme en Palestine avec l'arrêt de la colonisation israélienne et la reconnaissance d'un véritable Etat palestinien.

La guerre en Syrie ou en Ukraine, après l'Irak, l'Afghanistan ou le Mali, les tensions avec la Corée du nord, ne sont que des opérations de déstabilisation menées au nom de la guerre contre le terrorisme ou la dictature, visant à rétablir la suprématie mondiale des USA, mise en cause par les pays émergents, dans la guerre économique que se livrent les grands groupes à l'échelle de la planète.

Nous réaffirmons l'urgence de sortir de l'OTAN ainsi que l'urgence d'amplifier le combat pour mettre fin à cette escalade guerrière, à la mise en concurrence des peuples, pour, au contraire, construire un mon-

de de paix et de solidarité, fondé sur les coopérations entre les peuples et leur émancipation, l'éradication de la misère et de tout ce qui constitue le terreau du terrorisme et des nationalismes.

Tout comme en France, faire reculer le Front National, les idées racistes, la préférence nationale, toutes formes de discriminations, nécessite la mise en œuvre rapide d'une autre politique résolument tournée vers le progrès social, le développement économique et l'extension des libertés.

Mais transformer véritablement la situation passera par le développement des luttes revendicatives, unies, solidaires et déterminées de la jeunesse, des salariés actifs, retraités et chômeurs, sur tous les lieux de travail et de vie.

Les plus de six mois de lutte contre la loi travail ont fait émerger une volonté de vivre mieux et autrement.

Cette volonté de changement, de se construire un autre avenir est très présente chez une grande partie de la jeunesse et chez les salariés, avec des engagements divers et variés, témoignant de cette volonté de prendre leur vie en main. Des multitudes de luttes, dans de nombreuses entreprises et professions, ont lieu dans tout le pays sur diverses revendications.

Comme dans d'autres périodes de notre histoire, c'est la généralisation de ces luttes, leur mise en convergence, qui permettra aux salariés de se réapproprier les richesses qu'ils sont seuls à créer pour satisfaire leurs revendications, pour répondre aux besoins, et permettra de réorienter l'argent de nos impôts de nos salaires socialisés vers l'intérêt général au lieu des intérêts particuliers d'une minorité.

Il n'y a pas d'inexorabilité dans le recul social. Par notre mobilisation, nous pouvons gagner :

- Une véritable augmentation des salaires, retraites et minima sociaux,
- L'arrêt des suppressions d'emplois, des délocalisations et le développement de l'emploi stable et qualifié à temps plein, notamment par la réindustrialisation du département, dans un schéma d'aménagement du territoire national cohérent et égalitaire,
- L'investissement dans la recherche et l'innovation,
- La reconquête de véritables services publics de

proximité avec des personnels sous statut,

- La réduction du temps de travail à 32 h pour travailler tous et mieux,
- L'abrogation des lois Rebsamen, Macron, El Khomri, et toutes les lois régressives depuis plus de 30 ans,
- La conquête de droits nouveaux pour les salariés,
- Le renforcement de notre Sécurité Sociale, avec la prise en charge à 100 % des dépenses liées à la maladie, et plus largement de toutes les branches. La confédération y travaille,
- La retraite à 55 ans, à taux plein sans durée de cotisation, et la reconnaissance de la pénibilité.

Développer les luttes, transformer le mécontentement en mobilisations massives nécessite d'avoir des syndicats partout et forts en adhérents. Nous appelons toutes celles et ceux qui veulent travailler et vivre autrement, qu'ils soient actifs, retraités ou privés d'emploi, à renforcer ou à créer leur syndicat CGT dans leur entreprise ou service, à s'organiser pour être plus forts, pour ouvrir des perspectives et gagner ensemble de nouvelles conquêtes sociales.

Dans le prolongement de la mobilisation qui s'exprime aujourd'hui, il est indispensable que les aspirations fortes et déterminées des salariés, des retraités, des chômeurs, de la jeunesse s'accompagnent de luttes revendicatives engagées pour une transformation des conditions de vie et de travail, une transformation et un changement de société. La CGT y est résolument engagée et déterminée.

A partir d'aujourd'hui, nous devons nous rassembler toutes et tous dans l'organisation. Nous devons faire front commun contre ce qui nous est proposé. Nous devons, dès demain, préparer, convaincre les salariés que les avancées sociales ne s'obtiendront que par des luttes déterminées, des luttes massives, des luttes gagnantes.

Des luttes contre le capitalisme, contre celles et ceux qui le protègent et le promotionnent, contre celles et ceux qui en ont fait une religion.

C'est aussi notre combat contre les idées racistes, fascistes, xénophobes, islamophobes, contre l'homophobie et le sexisme. C'est une lutte de tous les jours, de tous les instants.

Notre avenir sera celui que nous construirons. Alors à bientôt, plus nombreuses et nombreux dans les luttes.

Rapport d'ouverture au Congrès du Syndicat CH Jacques Cœur le 18 MAI 2017

Bonjour à tous, et bienvenue,

Après le congrès de l'USD, UD et UL, voici le nôtre. Cette introduction sera assez générale et brève, sachant que nous serons ouverts aux débats et discussions sur tous les thèmes. Ce congrès est le moment de débattre aussi de la vie de notre syndicat.

En ce milieu d'année, comment ne pas penser au pire ?

Le **contexte international** laisse perplexe : mort de Fidel Castro, l'élection de Donald Trump, la dictature en Turquie, la montée de l'extrême droite en Europe, le Brexit Anglais... Jamais dans le monde il n'y a eu autant de conflits armés. Tous les continents sont touchés et beaucoup de peuples sont confrontés à la guerre. Pourquoi ? Parce qu'à chaque fois, des intérêts économiques sont en jeu. Et ce sont les populations locales qui en payent le prix. Elles souffrent de faim, n'ont pas accès à l'éducation, meurent de maladie. Nombreux sont ceux qui fuient les guerres et la misère qui s'est installée.

En France, en 2016, de nombreuses lois ont été votées et imposées : loi Travail, loi Macron, loi Rebsamen et loi Santé. Elles ont déjà des effets dévastateurs sur les travailleurs et vont accentuer les inégalités sociales. Ces choix politiques vont encore aggraver les conditions de vie de millions de personnes qui vivent déjà sous le seuil de pauvreté. Quasiment tous les corps de métier sont touchés par le mal-être et la souffrance au travail. Le nombre des chômeurs a encore augmenté. Le seul objectif est de liquider tous les droits et acquis sociaux et démocratiques des salariés. Par contre, le CAC 40 a augmenté de près de 76 milliards d'euros ses profits.

L'année 2017 débute sous le signe de la régression en remplaçant progressivement les cotisations sociales par l'impôt, notamment en fusionnant la CSG avec l'impôt, en réformant le financement des régimes de retraite et de l'assurance chômage, en s'attaquant à la sécurité sociale. Il ne faut pas oublier les fondements de la sécu : chacun cotise selon ses moyens et reçoit selon ses besoins. Pas de discrimination. Elle n'a pas vocation à être restreinte mais au contraire elle a besoin de se développer vers une prise en charge à 100 %.

L'autoritarisme des gouvernements successifs, les engagements non tenus, le déni de démocratie, l'utilisation à répétition du 49.3 et les politiques menées ont cultivé la désespérance et le fatalisme d'une partie de la population. Cela est renforcé par la casse de l'industrie et des services publics, la montée du chômage et de la précarité.

La France a besoin d'une industrie et de services publics forts répondant aux besoins de la population et qui assurent un développement économique équilibré des territoires, la création d'emplois et le progrès social pour tous. Il est nécessaire et urgent de réindustrialiser la France. Il faut des services publics forts dans tout le pays.

N'oublions pas la haine contre notre syndicat. Pourquoi ? Parce qu'il sera toujours là pour s'engager dans l'action pour un monde meilleur, pour lutter contre l'exploitation salariale, pour porter la dignité humaine, pour défendre les conditions de travail...

Les élections professionnelles de cette année ont encore placé la CGT 1^{ère} organisation syndicale.

Avec les élections, nous avons assisté à des campagnes nauséabondes qui ont utilisé les peurs, le terrorisme. Nous sommes face à des politiques régressives, racistes, sexistes, xénophobes et haineuses contre l'autre. Il y a des risques pour la démocratie, les droits des salariés et des citoyens. Nous assistons à un recul des idées comme en 1930 et c'est sur la misère, les inégalités et le désespoir que les idées d'extrême droite ont trouvé leurs sources. Le gouvernement porte une lourde responsabilité. Nous ne voulons ni d'un retour au 19^{ème} siècle, ni du fascisme déguisé et encore moins d'une société qui conduit à l'individualisme, à la haine, au rejet et à la stigmatisation de l'autre.

Nous avons un nouveau président... Que va-t-il nous arriver ? Ce sera la fin de la sécurité sociale, la révision du code du travail dans son intégralité, le « travailler plus pour gagner moins », les coupes budgétaires sous prétexte de dette publique, une intégration européenne plus forte, plus de mondialisation, la retraite à 62 ans, les 35 h modulables, 120.000 suppressions de postes de fonctionnaires et 15 milliards d'euros d'économies sur 5 ans dans la santé. Macron est à l'origine, avec le patronat et la CFDT, de la loi qui porte son nom, de la loi Rebsamen et de la loi Travail. Toutes ces lois qui vont à l'encontre des intérêts des salariés. Et bien sûr, tout se fera avec ou sans majorité, à coup de 49.3. Ce sont la démocratie et l'ensemble des droits des salariés et des citoyens de notre pays qui risquent d'être balayés.

En ce qui **concerne la santé**, notre système de protection sociale et de santé est mis à mal. Il meurt sous les coups des injonctions de rentabilité. Les restrictions budgétaires sont constantes. Cette casse de l'hôpital, avec les lois successives telles que la T2A, lois HPST et Santé, dont la CGT revendique l'abrogation, rendent les conditions de travail des agents insoutenables.

Ces lois ont ôté du sens à l'exercice de nos métiers. Nous ne pouvons plus exercer nos missions du fait d'une réduction constante des effectifs. De nombreux collègues témoignent de leurs difficultés et sont déconcertés par cette perte du sens du travail. La multiplication des gestes désespérés est un marqueur fort de ce malaise. C'est une course effrénée à l'acte marchand, qui nous laisse coupable, majeure notre insatisfaction au travail.

Et le GHT a encore aggravé la situation. C'est la restructuration la plus importante depuis plusieurs années. Que l'on travaille en soins généraux, en Psychiatrie, en

EHPAD, nous sommes tous touchés. Le pouvoir des ARS a été renforcé. L'ambulatoire et la télé-médecine se développent à gogo. Mais à quel prix ! De nombreux services ont fermé. De nombreux lits ont été supprimés. Les masses salariales ont été réduites. La mobilité du personnel se dessine à l'horizon. Les conditions de travail se dégradent à vitesse grand V. C'est une loi qui pénalise les usagers et les personnels.

Ces lois privent aussi une part importante de la population d'un accès aux soins et d'une réelle prise en charge individualisée. Les déserts médicaux s'amplifient. On retrouve de plus en plus le privé dans le public. Les dépassements d'honoraires augmentent. Ce que nous avions prévu arrive : Le privé prendra ce qui rapporte (la chirurgie) et le public, lui, prendra le reste. La sauvegarde, l'amélioration et le développement de l'hôpital public sont le combat de tous. A n'importe quel moment de la vie, nous, nos proches, risquons d'avoir besoin d'un hôpital près de notre lieu de vie ou de travail. Et cet hôpital doit pouvoir répondre à nos besoins. Il doit répondre à des exigences de savoir-faire tant techniques, scientifiques, qu'humaines.

A Bourges, la situation s'est aggravée. Notre direction applique à la lettre les directives de notre ministère. Des services et des lits ferment (20 lits mat-gynéco, 10 lits pneumo, 20 lits ortho, 15 lits géronto, 6 lits hospi complète cardio, 2 lits de pédiatrie). Le sous-effectif est important. Les cadences de travail sont infernales. Les arrêts maladie pleuvent. La prise en charge des familles et de leur famille est devenue inhumaine. C'est intolérable. De nombreux collègues partent. Les conditions de travail sont devenues tellement déplorables que les diplômes sont mis en jeu constamment. Alors partir est souvent la solution. Et tant pis si le salaire du nouveau travail est diminué de plusieurs centaines d'euros, du moment que la vie au travail et à la maison redevient correcte.

Les besoins en poste aménagé augmentent. Mais les possibilités d'avoir un poste dans un service adapté ne se bousculent pas au portillon. Alors la retraite pour invalidité est proposée. Solution facile pour supprimer du personnel...

Les remplacements des arrêts maladie ne sont que partiels.

Les temps partiels ne sont pas respectés. Les droits RTT et fériés ne sont pas donnés...

Alors voilà ce qu'est devenu notre hôpital : une véritable entreprise qui doit faire des bénéfices, coûte que coûte. Ceci est confirmé par notre direction qui affirme que le budget de l'hôpital est en équilibre. Mais sur le dos de qui ? Du personnel qui a été supprimé.

Comme vous avez pu le constater, en 2 ans, les choses n'ont fait que s'aggraver.

Il nous faut donc des embauches en adéquation avec la charge de travail de nos services pour permettre de bonnes conditions de travail et pour assurer des soins de qualité et en sécurité, remettre le patient au centre de nos préoccupations, respecter notre vie privée et retrouver la possibilité de concilier vie privée et vie professionnelle.

Il va falloir se battre. Parce que la solution, c'est l'attribution de moyens humains qualifiés et de moyens financiers suffisants pour une prise en charge de qualité de la population. C'est le regroupement collectif qui permettra d'y arriver.

L'année prochaine, il y aura les élections professionnelles. Nous avons un an pour nous renforcer, pour continuer notre travail syndical, pour répondre au mieux aux attentes de nos collègues. La bataille va être difficile. Nous serons peut-être isolés face aux autres syndicats. La direction ne nous facilitera pas la tâche. Mais cela ne nous empêchera pas de faire notre travail et de rester sur nos valeurs. Maintenant je vous souhaite un bon congrès.

Armelle PARIS

FINANCES UD

La Commission Financière et de Contrôle et la Commission Exécutive de l'Union Départementale se sont réunies le Jeudi 4 Mai 2017.

Plusieurs points ont retenu leur attention.

Comme évoqué lors du Congrès de l'UD, le budget réalisé au 31/12/2016 laisse apparaître un déficit de 26.286,50 € qui résulte notamment :

- d'une réalisation incomplète de l'objectif budgétaire en terme de cotisations,
- d'une mise en œuvre insuffisante en matière d'éducation Syndicale.

Aussi nous demandons aux syndicats :

- ☞ **d'amplifier notre activité en terme d'adhésions,**
- ☞ **de prendre toutes les dispositions nécessaires qui permettent d'aboutir rapidement à la cotisation à 1 %,**
- ☞ **de recueillir un maximum d'inscriptions à l'ensemble des stages programmés,**
- ☞ **d'effectuer plus régulièrement les versements à CoGeTise,**
- ☞ **de réaliser, au minimum, l'objectif qui vous est proposé pour la SOUSCRIPTION de l'UD.**

Pour la CE de l'UD
Le Secrétaire Général
S. Martineau

Pour la CFC de l'UD
Le Trésorier et le Président de la CFC
E. Perrot et M. Chollet



- ÉTÉ 2017 -

**Colo de Péronne (en Bourgogne)
Centre Jean Andros**

Séjours pour Enfants de 6 à 14 ans

ENCADREMENT	ACTIVITÉS	PRIX
2 directeurs 1 assistant sanitaire 3 animateurs pour 15 à 20 enfants	Piscine dans le parc de la colo Jeux d'eau au moulin : propriété de la colo située à 10 mn de marche Vélo Camping Accrobranche Activités manuelles Visites de grottes (Azé, Blanot) Visite de musée (Azé)	A partir de 50 € en fonction des aides financières : Caisse d'Allocations Familiales, CCAS des communes, Conseil Départemental, Jeunesse au Plein Air, Ville de votre résidence, Secours Populaire, Secours Catholique, Comité d'Entreprise..... Le transport, l'assurance, les frais médicaux éventuels, le lavage quotidien du linge, toutes les activités et sorties sont inclus. Pour information, le coût du séjour est de 997 € soit 47,50 € par jour.

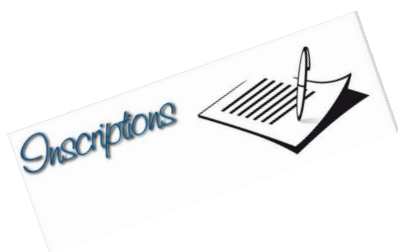
SÉJOUR À LA CARTE : 7, 8, 14 ou 15 jours

- ☞ du 11 au 18 juillet : 8 jours
- ☞ du 18 au 25 juillet : 8 jours
- ☞ du 25 au 31 juillet : 7 jours
- ☞ du 2 au 9 août : 8 jours
- ☞ du 9 au 16 août : 8 jours
- ☞ du 16 au 22 août : 7 jours

Prix du séjour à la carte :

- 7 jours : de 50 à 350 €
- 8 jours : de 50 à 400 €
- 14 jours : de 50 à 700 €
- 15 jours : de 50 à 720 €

Inscriptions et permanences :



LE MARDI DE 17 H 00 À 18 H 30

DU 2 MAI AU 25 JUILLET 2017 :

A Bourges : 8 Place Malus. Tél : 02 48 67 94 88

A Vierzon : 11 Rue Marcel Perrin. Tél : 06 73 21 35 76

www.colo-peronne.fr - info@colo-peronne.fr

Téléphone : 06 73 21 35 76 ou 02 48 51 56 18

Courrier : Centre Jean Andros - 8 Place Malus - 18000 BOURGES



Credit photo : Getty Images - shapoching u

La Macif est une entreprise de l'économie sociale.

Sans actionnaires à rémunérer, la Macif réinvestit ses profits au bénéfice de ses 5 millions de sociétaires et dans l'intérêt commun. Ainsi, les sociétaires ont le pouvoir d'agir ensemble pour une économie plus sociale et plus solidaire.

Plus d'informations sur macif.fr



Essentiel pour moi

MACIF: MUTUELLE ASSURANCE DES COMMERÇANTS ET INDUSTRIELS DE FRANCE ET DES CADRES ET SALARIÉS DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE. Société d'assurance mutuelle à cotisations variables. Entreprise régie par le Code des assurances. Siège social: 2 et 4 rue de Pied de Fond 79000 Niort.